



Un an après l'attentat, les anciens collègues de Samuel Paty se confient

Dans un entretien exclusif à «Libération» et France Inter, sept professeurs du collège du Bois d'Aulne de Conflans-Sainte-Honorine reviennent sur leurs traumatismes, leur rapport chamboulé aux élèves et la façon dont l'institution a - ou non - pris soin d'eux. Depuis un an, ils gardent le silence. Vivent leur douleur à l'abri des micros et des caméras, des carnets et des stylos. Se sont créé un cocon, entrelacs de souffrance et d'amour, qui leur permet de tenir. Mais, depuis un an, ils suivent tout. Sont restés des heures durant scotchés devant les chaînes d'information en continu en octobre 2020, tapent régulièrement le nom de leur collègue dans la barre de recherche de Twitter, épiluchent les articles de presse. Alors, aujourd'hui, sept professeurs du collège du Bois-d'Aulne de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), sept anciens collègues de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie décapité par un terroriste islamiste à proximité de son établissement scolaire le 16 octobre 2020, ont décidé de s'exprimer.

«J'en avais assez que les médias et les gens parlent à notre place. Je voulais rétablir une forme de vérité», résume Coralie. Ils ont souhaité s'exprimer, certes, mais redoutaient de voir tous les médias de France et de Navarre rappliquer. Alors leur parole est restreinte – réservée à Libération et à France Inter –, leur anonymat strictement préservé : leurs prénoms ont été changés, la matière qu'ils enseignent n'est pas renseignée. Nous avons proposé à tous les enseignants qui le souhaitaient de se joindre à cette rencontre, mais sur les cinquante que compte le collège, c'est cette poignée qui a souhaité vider son sac. Les autres soutiennent leur démarche, assurent nos interlocuteurs.

«Les élèves nous ont aidés à nous reconstruire»

«Il a été dit qu'on avait peur de faire l'hommage. Mais on a hâte de le faire ! Quand on entend ce genre de choses, on a envie de parler», souffle Hélène. Samedi, pour le premier anniversaire de l'attentat, une commémoration sera organisée au collège en présence notamment de l'équipe éducative, de la famille et d'officiels. Une étape importante, mais ce n'est pas de cet hommage que parlent les profs. Celui qu'ils attendent avec impatience, c'est le leur. Celui qu'ils préparent d'arrache-pied depuis des semaines et qui aura lieu la veille, dans l'établissement, à l'abri des regards extérieurs. Un moment de communion au cours duquel des enseignants et des élèves liront des textes écrits de leur main et dont les premiers se saisiront pour dire toute la gratitude qu'ils ont envers les seconds. «Les élèves nous ont aidés à nous reconstruire», assure Suzanne. «Ils m'ont aidée à revenir à une espèce de normalité, à un quotidien ordinaire», abonde Coralie. L'équipe n'a jamais eu l'occasion de leur dire et a hâte d'enfin pouvoir le faire.

Il y a un an, l'univers de ces professeurs volait en éclats. La France était choquée, eux traumatisés. «Ce qui était compliqué pour nous tous, c'est qu'on a été complètement dépossédés de notre collège et de Samuel. C'était notre collègue et c'est devenu un symbole», explique Hélène. Tout à coup, tout le monde connaissait «Samuel Paty» et y allait de son histoire ou de son interprétation des faits. Le sujet, il faut dire, est hautement inflammable : l'enseignant a montré des caricatures de Mahomet à ses élèves dans le cadre d'un cours sur la liberté d'expression et a proposé à ceux qui ne souhaitaient pas les voir de fermer les yeux ou de sortir quelques secondes. Les faits ont rapidement été déformés, supplantés par les rumeurs («un prof a exclu les musulmans du cours») et les menaces (des vidéos désignant nommément Samuel Paty ont circulé sur les réseaux sociaux). Une adolescente, absente du cours, a prétendu y



avoir assisté et a brodé les premiers mensonges qui ont finalement mené à l'impensable.

«Il y a eu l'attentat et une onde de choc après, avec tout ce qu'on apprenait dans la presse. On avait l'impression de ne pas en sortir, le traumatisme continuait», se souvient Suzanne. Le plus dur, de l'avis général : découvrir petit à petit, et jamais par des canaux institutionnels, que d'autres élèves étaient impliqués. Cinq adolescents ont été mis en examen pour avoir accepté d'aider le terroriste à identifier Samuel Paty, en échange d'une somme d'argent – entre 300 et 350 euros. En compagnie ou à proximité du futur tueur, ils ont longuement patienté à la sortie du collège que le professeur d'histoire-géographie sorte, et ont désigné la victime à son bourreau.

«C'était le seul endroit où on se sentait bien»

«J'étais professeure principale d'une classe où deux élèves ont été mis en examen. Ils ont disparu du jour au lendemain, j'ai appris dans la presse pourquoi», se souvient Suzanne. Mathias, lui, découvrirait en faisant l'appel, et de la bouche de leurs camarades, qu'untel ou untel était entendu par la police. «Qu'un élève soit mis en examen, ça m'a achevée. C'était un élève que j'aimais beaucoup», confie quant à elle Coralie. Dès lors, la méfiance s'est installée chez certains enseignants. «Je les regardais autrement, je me demandais "est-ce que lui n'a pas été impliqué dans l'attentat ?"» reconnaît Suzanne. La confiance mettra du temps à revenir, mais finalement, elle assure avoir créé avec les élèves «un lien plus fort qu'avant».

L'attentat est survenu à quelques heures des vacances de la Toussaint. Les jours qui ont suivi, certains professeurs sont retournés dans leur région d'origine, puiser ce qu'ils pouvaient de force auprès de leurs proches, d'autres sont restés dans le coin. Et ont passé toutes leurs journées dans ce collège vidé de ses élèves. «C'était le seul endroit où on se sentait bien», indique Coralie. Leurs relations, déjà bonnes par le passé, se sont transformées. Est né chez certains un besoin irréprouvable de se voir, d'être ensemble. Tout le temps. «J'ai l'impression que personne, à l'extérieur, ne peut comprendre ce qu'on a vécu, seulement nos collègues», décrypte Suzanne. «A chaque vacance, c'était difficile de se quitter parce qu'on était renvoyés à notre solitude», poursuit Elodie.

Certains se sont mis en arrêt maladie tout de suite, d'autres plus tard, d'autres jamais. Coralie s'est d'abord arrêtée deux semaines. «Puis j'ai essayé de revenir parce que j'en avais envie, continue-t-elle. Mais l'envie n'a pas suffi. Quand je suis revenue, j'ai eu de grosses difficultés de concentration – j'en ai encore. J'avais peur de flancher devant les élèves.» Elle s'est de nouveau arrêtée une semaine : «Il faut se soigner avant, et revenir plus solide.» Un an plus tard, six enseignants ont quitté l'établissement (autant qu'en 2020, un de moins qu'en 2019, indique le rectorat, sollicité par Libération), deux sont toujours en arrêt, une est en disponibilité et l'équipe de direction (principale et principale adjointe) a changé.

«On a tous parfois une appréhension de savoir si on est suivi»

Rester ou partir : la plupart de nos interlocuteurs se sont posé la question, bien sûr. «J'ai pensé à arrêter d'être professeur. Si je voulais changer de métier, c'était maintenant ou jamais», raconte Fabien, arrivé au Bois-d'Aulne en septembre 2020. C'est son tout premier poste. Mais ce boulot, il l'aime, alors il s'est accroché. «Mon collège, c'est ma maison de la journée, dit joliment Hélène, en poste dans cet établissement depuis de nombreuses années. Le traumatisme que j'ai, je me le traînerais ailleurs. Au moins, ici, des gens me comprennent.» Les restants insistent : ils ne jugent pas ceux qui sont partis. Chacun gère à sa façon et aucune ne vaut mieux qu'une autre.

«Après l'attentat, je me suis souvent demandé "est-ce que je vais mettre des baskets aujourd'hui ?"» confie Eric. Quelques secondes d'incompréhension de notre part



s'écoulent. «Parce qu'on court plus vite avec des baskets.» Coralie se souvient de cet instant où elle a aperçu, depuis la fenêtre de sa classe, un homme inconnu marcher sur le parking du collège. «J'ai fermé la porte à clé et demandé aux élèves de se taire.» Une belle frayeur, mais en réalité aucun danger. Suzanne, elle, a envoyé son mari voir qui était dans la camionnette garée devant chez elle. Et si un autre terroriste savait où elle habitait ? Fabien ferme désormais la porte de sa chambre à clé, «parce qu'on ne sait jamais». Eric résume sobrement : «On a tous parfois une appréhension de savoir si on est suivi. On vit avec.»

Dans la foulée de l'assassinat, le rectorat a dépêché sur place, jusqu'en décembre, une équipe d'assistance et d'écoute, le Centre académique d'aide aux écoles et aux établissements. «Ça nous a fait du bien. Moi j'y étais abonnée !» sourit Elodie. Un agent de prévention, dont le rôle est d'intervenir dans les établissements les plus exposés à la violence, est venu aider les professeurs à organiser des ateliers d'écriture avec les élèves, pour aborder ce qui s'était passé. L'Association française des victimes du terrorisme est également venue les voir. «Ils nous ont dit : "Vous êtes victimes."» Ça ne nous effleurait pas l'esprit parce que, pour nous, les victimes, c'était la famille, les amis de Samuel. Ça nous a aidés à avancer. Je ne pense pas que j'aurais pu continuer à enseigner sans eux. Ils m'ont aidée à donner du sens à ma présence auprès des élèves», loue Suzanne.

Deux personnes ont particulièrement marqué les enseignants, dont la présence leur a fait un tel bien qu'ils les ont surnommées «papa» et «maman» : le proviseur vie scolaire (un homme envoyé par le rectorat) et la principale du collège – partie en fin d'année scolaire dernière. «Dans notre malheur, on a eu la chance d'avoir une principale comme ça, elle a été extraordinaire. Elle me manque beaucoup. Elle était empathique, bienveillante, elle faisait bouclier pour nous tous, elle ne se plaignait jamais», égrène Hélène. Coralie complète : «Elle est irréprochable. C'est un roc cette femme.»

«On a demandé à des gens traumatisés de s'occuper d'enfants traumatisés»

Ça, c'est pour ce qui a bien fonctionné. Mais il y a aussi tout le reste. Au retour des vacances de la Toussaint, il était question que tous les enseignants de France bénéficient d'un temps sans élèves afin de pouvoir se réunir et préparer un hommage à Samuel Paty. Temps qui ne leur fut finalement pas accordé, ce qui a heurté nombre de professeurs, contraints de se présenter devant les élèves sans sas, tant émotionnel qu'organisationnel, préalable. Au Bois-d'Aulne, fort heureusement, une journée complète a été banalisée. Mais elle fut obtenue de haute lutte. «On a menacé de ne pas reprendre s'ils ne nous octroyaient pas cette journée», dit Hélène. Lorsqu'ils ont retrouvé les collégiens, les enseignants ont organisé des moments d'échange avec eux, au sujet de l'attentat et de la liberté d'expression. «On a dû demander qu'il y ait des psychologues présents dans chaque salle, ce n'était pas acquis», indique Suzanne.

Surtout, «on a demandé à des gens traumatisés de s'occuper d'enfants traumatisés. Comment peut-on demander à des professeurs qui ne sont pas bien d'être des piliers pour les élèves ?» Fabien a ainsi très mal vécu sa première matinée, à l'issue de laquelle un collégien a répondu que, en cas de désaccord avec quelqu'un, il fallait le taper. «J'ai eu l'impression d'avoir échoué. Ça m'a fait beaucoup de mal», indique-t-il. «Ce qui me pose problème, c'est que c'était à nous de savoir ce qui était bon pour nous», poursuit Hélène. «On ne sait pas ! rebondit Suzanne. Trouver ces réponses demande de l'énergie à des gens traumatisés. J'ai ressenti une maltraitance institutionnelle.» D'autres jugent que la situation était exceptionnelle pour tout le monde, et que chacun a géré comme il a pu, institution comprise.

Reste qu'un an après la décapitation d'un de leurs collègues à proximité de leur établissement scolaire, ils ont l'impression de n'avoir pas été assez protégés : à leur connaissance, aucun enseignant n'a pu bénéficier de mesures exceptionnelles pour



changer d'académie, dispositif qui leur avait pourtant été proposé l'an passé. Mathias, par exemple, souhaite rejoindre sa région d'origine depuis plusieurs années et reste accroché malgré lui à l'académie de Versailles. En réalité, signale le rectorat, deux professeurs ont bel et bien bénéficié de ces mesures exceptionnelles pour pouvoir partir.

Autre objet d'insatisfaction : le parking, dont les enseignants réclament l'agrandissement depuis des mois, sans succès. Ce qui est loin d'être un détail : le parking dont le collège dispose étant trop petit, certains doivent se garer à l'extérieur... à deux pas du lieu de l'assassinat de Samuel Paty. Pas de quoi les rassurer. Le rectorat assure que des discussions sont en cours entre l'établissement, la municipalité de Conflans-Sainte-Honorine et le Conseil départemental à ce propos.

«Maintenant, je pèse vraiment chaque mot»

Enfin, les enseignants qui sont allés consulter des psychologues ont dû remuer ciel et terre pour pouvoir être remboursés de leurs séances, alors que cela relevait de l'«imputabilité au service» et donc que l'Education nationale devait en assurer la prise en charge. Résultat, Coralie, comme d'autres, a dû interrompre son suivi car cela lui coûtait trop cher. Après avoir saisi les syndicats, la situation s'est finalement débloquée et les sommes ont été versées. Près d'un an après l'assassinat. «Devoir se battre pour des remboursements de séances de psy, c'est inacceptable», juge-t-elle.

Les uns et les autres sont convaincus que, ce 16 octobre 2020, «c'est arrivé à Samuel, mais ça aurait pu arriver à n'importe qui d'entre nous». Aujourd'hui, une partie assure faire cours comme avant, d'autres reconnaissent y réfléchir à deux fois avant de s'exprimer. La plupart enseignent pourtant des matières moins sensibles que l'enseignement moral et civique (EMC). «Ce qui me fait peur, c'est de dire des choses, que les élèves les interprètent mal et que ce soit relayé comme ça l'a été avec Samuel. Maintenant, je pèse vraiment chaque mot devant eux», admet Hélène. Lors de leur visite au Bois-d'Aulne l'an passé, le Premier ministre, Jean Castex, et le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, ont enjoint les professeurs à ne pas s'autocensurer, faute de quoi les terroristes auraient gagné. Un conseil qui passe mal. «C'est tellement facile quand on n'est pas sur le terrain», glisse Hélène.

Depuis plusieurs semaines se murmure que l'établissement pourrait être rebaptisé «collège Samuel-Paty». Impensable, pour ses anciens collègues. «Le changement de nom serait insupportable à gérer. Je suis contente qu'il y ait une école Samuel-Paty à Cap d'Ail [dans les Alpes-Maritimes, une école maternelle a été renommée ainsi cet été, ndr] mais, pour nous, c'est violent. C'est trop tôt», affirme Hélène. «Il faut nous laisser le temps de nous reconstruire. Pour nous, c'est encore un traumatisme, insiste Suzanne. Ce serait nous renvoyer à quelque chose de mortifère. Les élèves et nous, on doit se tourner vers la vie. On n'oubliera jamais Samuel, mais on ne peut pas toujours être renvoyés à l'attentat, sinon on ne peut pas se reconstruire.» Les uns et les autres jugent qu'attendre quelques années serait le minimum, le temps au moins que les élèves qui étaient en sixième l'an passé aient quitté l'établissement. Et suggèrent autre chose. A quelques centaines de mètres du collège se trouve la «place de la Liberté» : pourquoi ne pas la renommer «Place de la Liberté - Samuel-Paty» ?